



## Rapport de gestion 2019



### **ASIC**

*Le centre de compétence des communes et villes  
pour la gestion des infrastructures publiques*



**Association suisse  
Infrastructures communales | ASIC**

[infrastructures-communales.ch](http://infrastructures-communales.ch), [info@infrastructures-communales.ch](mailto:info@infrastructures-communales.ch)

ASIC  
Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 356 32 42

## Introduction



Alain Jaccard  
Président



Alexandre Bukowiecki Gerber  
Directeur

*Prestations de  
l'ASIC: toujours  
trouver l'optimum  
entre la variété des  
sujets et le niveau  
de traitement.*

L'Association suisse Infrastructures communales ASIC a connu un premier exercice réjouissant sous sa nouvelle appellation. Outre des comptes annuels positifs, nous avons pu publier des fiches d'information et des recommandations pratiques sur plusieurs sujets d'actualité et proposer des congrès et des séminaires de formation continue, manifestations qui sont très demandées par les milieux concernés. Nous avons également modernisé notre site web [svki-asic.ch](http://svki-asic.ch) et communiqué nos activités sur les médias sociaux via Twitter [@SVKI\\_ASIC](https://twitter.com/SVKI_ASIC). Les résultats de l'enquête menée auprès de nos membres ont également été encourageants et ont confirmé que le Comité et le secrétariat sont sur la bonne voie. Plus de 90% des personnes interrogées dans les communes ou les associations intercommunales concernées ont déclaré être convaincues ou très convaincues des services de l'ASIC.

Compte tenu de la variété des thèmes abordés par l'ASIC, il n'est pas toujours facile de trouver un équilibre entre l'importance d'un sujet et la profondeur du traitement qu'il mérite. Certains commentaires nous permettent de bien cerner les attentes que nourrissent nos membres envers notre association: «Ce n'est pas la quantité mais la qualité qu'il nous faut ici. Avec le flux d'informations actuel, il est également important de se concentrer sur l'essentiel». Nous ne pouvons identifier ce qui est essentiel pour le travail de l'association que si nous connaissons les besoins et les défis qui sont ceux de nos membres aujourd'hui. N'hésitez donc pas à nous dire sur quels sujets vous attendez de notre part des évaluations, des recommandations ou des exemples pratiques. Et vous n'avez évidemment pas à attendre la prochaine enquête auprès des membres pour le faire. ┘

## Le cockpit ASIC 2019

<b>Membres</b>	258 (année précédente 256)
<b>Secrétariat</b>	3,0 équivalents plein-temps (inchangé par rapport à 2018)
<b>Commissions techniques permanentes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déchets</li> <li>• Eaux usées</li> <li>• Energie</li> <li>• Climat et environnement, y compris secrétariat de l'Alliance pour le climat Suisse</li> <li>• Gestion des infrastructures</li> <li>• Immobiliers</li> <li>• Routes</li> </ul>
<b>Groupes de travail en activité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôle des prestations et des coûts pour l'entretien des routes</li> <li>• Groupe d'échange de vue (ERFA) d'exploitants de réseaux de canalisations</li> <li>• Groupe d'accompagnement pour les cours de chefs de voirie</li> <li>• Groupe d'échange de vue (ERFA) Planification énergétique et gestion des données énergétiques</li> <li>• Groupe de travail Numérisation et logistique dans la gestion des déchets</li> </ul>
<b>Prises de position dans les procédures de consultation de la Confédération et d'organisations spécialisées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modification de la loi sur l'environnement (mesures contre les espèces exotiques envahissantes)</li> <li>• Adaptation de la Conception énergie éolienne de la Confédération</li> <li>• Révision de l'AIMP Harmonisation du droit des marchés publics</li> <li>• Aide à l'exécution pour les déchets contenant du phosphore</li> <li>• Révision de l'ordonnance sur les déchets OLED</li> <li>• Révision partielle de l'ordonnance sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (Ordonnance sur le CO<sub>2</sub>)</li> <li>• Révision de l'ordonnance sur les exigences relatives à l'efficacité énergétique (OEEE), de l'ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue des énergies renouvelables (OEneR) et de l'ordonnance sur l'énergie (OEne)</li> <li>• Révision OFEV de l'ordonnance sur la protection des eaux</li> </ul>
<b>Cours et séminaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cours pour chefs de voirie (deux sessions)</li> <li>• Séminaire pratique Gestion de la voirie (trois sessions)</li> <li>• Séminaire pratique Gestion des infrastructures</li> <li>• Séminaire Leadership (deux sessions)</li> <li>• Cours spécialisé 2 Logistique des déchets (en collaboration avec abfallkurse.ch)</li> </ul>
<b>Congrès et manifestations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Congrès sur le recyclage 2019</li> <li>• Assemblée générale du 26 juin 2019 à Genève</li> <li>• Réunion annuelle Alliance pour le climat Suisse</li> <li>• Congrès des services industriels (l'ASIC comme partenaire de patronage)</li> <li>• SmartSuisse 2019 (l'ASIC comme partenaire de patronage)</li> </ul>
<b>Nouvelles publications</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Standard Bâtiments 2019</li> <li>• Fiche d'information 2019/2020 «Collecte sélective de matières valorisables et de déchets»</li> <li>• Fiche d'information «Collecte de textiles usagés»</li> <li>• Fiche d'information «Perspectives pour la logistique communale des déchets: tendances et expériences 2019»</li> </ul>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>CHF 781'954.-</b>
<b>Bénéfice</b>	<b>CHF 25'682.-</b>
<b>Somme du bilan</b>	<b>CHF 964'209.-</b>



## Politique

### Charte énergétique et climatique pour les villes et les communes

Avec le mouvement pour le climat, de nombreuses villes et communes doivent répondre à toute une série d'initiatives politiques touchant des thématiques variées. Les commissions techniques «Énergie» et «Climat et environnement» ont souligné le besoin de coordination pour relever ce défi. Le souhait d'une déclaration commune et d'un document d'intention spécifique a été exprimé lors des discussions, souhait qui est maintenant concrétisé dans une «Charte énergétique et climatique pour les villes et les communes». Le Comité a décidé d'informer les membres de l'ASIC sur cette charte et recommande d'étudier la possibilité de la signer.

### Stratégies en matière de réseaux gaziers

La question du rôle que le réseau gazier jouera encore dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat à l'horizon 2050 fait actuellement l'objet d'un débat aussi vif que controversé sur le plan technique. L'ASIC recommande aux villes et aux communes de promouvoir les énergies renouvelables dans leur planification énergétique et de revoir les options stratégiques à moyen et long terme pour ce qui est de l'approvisionnement en gaz.

*#Mouvement pour le climat:  
les villes veulent un document  
d'intention: «Charte énergétique  
et climatique pour les villes et  
les communes».*



### Protection de l'eau potable: réduction des apports de pesticides et principe du pollueur-payeur pour le financement

L'infrastructure de l'eau potable est un élément central du portefeuille d'infrastructures d'une commune. L'ASIC ne traite pas en détail les questions techniques relevant de ce domaine, celles-ci étant couvertes de manière exhaustive par les activités de la SSIGE. Pour l'ASIC, il faut que les futurs débats politiques qui seront menés dans le cadre des [initiatives populaires](#), de [l'initiative parlementaire 19.475](#) et du Message du Conseil fédéral sur la politique agricole à partir de 2022 portent non seulement sur le principe de précaution pour la réduction des apports de produits phytosanitaires mais également sur le principe du pollueur-payeur, si les fournisseurs d'eau potable doivent agrandir leurs installations pour respecter de nouvelles valeurs limites, plus strictes. L'ASIC considère qu'il n'est pas opportun de faire supporter ces investissements, estimés actuellement à plus de 100 millions, pour un tel agrandissement des infrastructures d'eau potable, sur les seuls fonds communaux alimentés par la redevance y relative. C'est la raison pour laquelle l'ASIC soutient les initiatives du Parlement national qui réclament des modèles de financement basés sur le principe du pollueur-payeur.

[Motion Fluri 20.3052](#)

[Motion Wettstein 20.3022](#)

### Changement de paradigme dans le domaine des marchés publics

Dans le cadre d'un projet commun, la Confédération et les cantons ont révisé et harmonisé dans une large mesure leur législation sur les marchés publics. Le nouvel accord [intercantonal sur les marchés publics \(AIMP\)](#) est déterminant pour les villes et les communes. La nouvelle réglementation entrera en vigueur entre l'été 2020 et 2021 selon les cantons. Ces ajustements visent principalement à renforcer la concurrence axée sur la qualité. L'ASIC considère qu'il est important que des modèles de documents soient élaborés le plus rapidement possible pour montrer à quoi devrait ressembler l'évaluation des nouveaux critères d'attribution. Les modèles de ce type sont essentiels pour garantir que les nouveaux critères de promotion de la qualité sont appliqués comme souhaité par les communes en matière d'attribution des marchés.

L'ASIC représente le niveau communal au sein du groupe de travail pour les achats publics durables. Elle a collaboré intensivement au sein de ce groupe de travail pour s'assurer qu'à l'automne 2020 une plateforme centrale pour toutes les questions en lien avec les achats durables soit disponible pour tous les niveaux de l'Etat et donc également pour les communes. ┘

*Pesticides dans l'eau potable: les installations de traitement supplémentaires doivent être financées selon le principe du pollueur-payeur.*



## Commissions techniques



*Déchets d'entreprise: trop de charge administrative suite à la nouvelle définition de l'entreprise – des adaptations sont nécessaires.*



### Commission technique Déchets et recyclage

L'échange d'expériences au sein de la commission technique a traité plusieurs sujets politiques/organisationnels dont notamment la mise en œuvre de la nouvelle définition de l'entreprise selon l'OLED, la gestion des concessions pour la collecte de textiles usagés, le positionnement concernant la consigne obligatoire ainsi que des questions techniques/opérationnelles telles que l'électrification des véhicules de collecte des déchets et la numérisation/les applications Smart City relatives aux services d'élimination et de recyclage des déchets. La commission technique suit également attentivement l'évolution des prix sur le marché des matériaux recyclables: en raison de l'effondrement parfois brutal des recettes provenant de matériaux tels que le papier, le carton et la ferraille, les comptes d'élimination des déchets communaux souffrent parfois d'un manque de recettes substantielles. On verra maintenant comment la situation évoluera l'an prochain et si une augmentation des taxes de base pourrait le cas échéant être mise sur la table.

#### **Concessions pour la collecte de textiles usagés: encore des questions en suspens**

La collecte de textiles dans les communes suisses au profit d'organisations caritatives peut se prévaloir

d'une longue tradition. Suite à divers reportages sur le marché des textiles usagés parus dans les médias et à une nouvelle décision du tribunal administratif du canton de Zurich, l'ASIC a publié une fiche d'information consacrée à ce thème spécifique. Selon l'article 13 de l'OLED, la collecte et le recyclage des textiles usagés sont clairement une tâche communale en vertu de la loi sur les déchets. Cela étant, s'est posée dans la pratique la question de savoir comment les conteneurs destinés à la collecte de ce type de textiles doivent être manipulés dans les filiales du commerce de détail. L'Office fédéral de l'environnement confirme que les particuliers, et donc les détaillants également, ont de toute façon besoin d'une concession de la collectivité. L'ASIC ne peut toutefois pas garantir que l'évaluation de l'OFEV résistera à un examen judiciaire.

#### **Libéralisation partielle du marché des déchets d'entreprise: une charge administrative accrue suite à la nouvelle définition de l'entreprise**

La libéralisation partielle du marché des déchets combustibles comparables à ceux des ménages produits par les entreprises est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019: les entreprises qui emploient plus de 250 personnes à temps plein sont désormais responsables de la collecte et de l'élimination de leurs déchets urbains,



et non plus la collectivité. Cette révision a augmenté la charge administrative dans les villes et les communes. L'ASIC a donc rédigé une déclaration en coopération avec l'Union des villes suisses et l'Association des Communes Suisses et a proposé, pour la première révision de l'ordonnance sur les déchets OLE, que le nombre de postes à plein temps d'une entreprise sur le territoire communal soit utilisé pour l'évaluation de l'appartenance à un monopole. La proposition de l'ASIC n'a malheureusement pas été adoptée comme souhaité, étant donné que la question n'avait pas été soulevée lors de la procédure d'audition. C'est par conséquent le nombre de postes à temps plein d'une entreprise prise dans son ensemble et non par commune qui continue de s'appliquer. Cette révision clarifie au moins la question du traitement des déchets des administrations publiques, ce qui va dans notre sens: les déchets normaux des administrations publiques sont désormais clairement considérés comme des déchets urbains.

### **Non à l'introduction d'une consigne sur les boissons en canettes et en bouteilles**

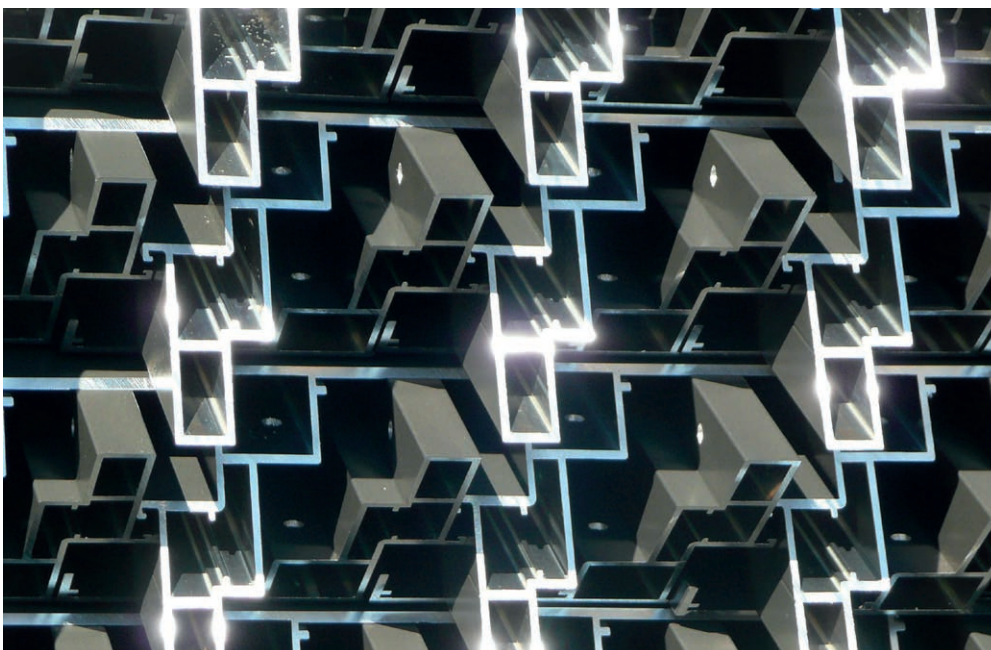
L'initiative parlementaire 19.470 demande l'introduction d'une consigne sur les boissons en canettes et en bouteilles. Après en avoir discuté au sein de la commission technique et du Comité, l'ASIC a pris position contre cette solution: l'introduction d'une consigne obligatoire aurait pour conséquence que l'infrastructure de collecte et surtout les déchetteries deviendraient pratiquement caduques et que les importants investissements dans le service public devraient être

amortis. La grande majorité des villes et des communes veulent continuer à se positionner en tant que prestataires de services actifs et orientés vers le client dans le domaine du recyclage des déchets urbains. La Suisse affiche déjà un taux de recyclage de 93% et est donc bien placée en comparaison internationale par rapport aux pays qui ont introduit une telle consigne. L'introduction d'une consigne obligatoire ne résoudrait donc pas le problème des déchets sauvages, puisque, en Suisse, une grande partie de ces derniers provient des mégots de cigarettes. Pour toutes ces raisons, l'ASIC est contre l'introduction d'une consigne obligatoire sur tous les emballages de boissons ([www.consigne-obligatoire-pas-une-solution.ch](http://www.consigne-obligatoire-pas-une-solution.ch)).

### **Innovations dans la logistique des déchets**

Le projet pilote «Système de gestion des déchets ménagers avec des sacs de couleurs» ([www.farbsack.ch](http://www.farbsack.ch)) lancé par la ville de Berne a également attiré l'attention au niveau national. Sa faisabilité technique et logistique a été confirmée dans le cadre du test effectué. Le processus politique en vue d'une éventuelle introduction définitive est désormais entamé par la ville de Berne. Le nouveau système de collecte doit être basé sur le volontariat, c'est-à-dire que les points de collecte publics doivent continuer à exister sous la même forme qu'actuellement.

Dans plusieurs villes, la flotte de véhicules est remplacée peu à peu par des engins électriques. A noter également qu'en maints endroits des projets de numérisation sont en cours. ]





## Commission technique Eaux usées et groupe de travail des exploitants de réseaux de canalisations

Au niveau politique, c'est le dossier de la récupération du phosphore qui a surtout occupé la commission durant l'exercice, tandis que de nombreux membres se sont penchés sur l'expansion des STEP pour éliminer les micropolluants, des mises à jour des plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE), d'autres projets d'expansion (utilisation de l'énergie) ainsi que des questions de numérisation. Les séances de la commission ont été principalement consacrées à l'échange d'expériences, par exemple: du concept de «ville-éponge», qui traduit une meilleure infiltration des eaux de pluie dans les zones urbaines, aux bassins d'eau pluviale qui collectent l'eau pouvant être utilisée pour l'irrigation. Parmi les autres thèmes importants qui ont été abordés lors de l'exercice, on mentionnera par exemple le calcul des valeurs de remplacement, les exigences en matière d'assainissement des gaines dans le domaine de l'évacuation des eaux des biens-fonds, les applications LORA-WAN pour la gestion des données relatives aux canalisations, la gestion des installations de prétraitement des eaux usées sur les chantiers de construction et la pratique en matière d'inspection des gaines.

### Du numérique et de l'intelligence artificielle dans le réseau de canalisations?

La numérisation commence à intervenir dans divers domaines de la gestion des eaux usées, notamment dans les projets de construction d'usines de traitement des eaux usées, lesquels sont de plus en plus souvent planifiés puis exploités selon l'approche BIM (Building Information Modelling), ce qui s'accompagne toujours de défis spécifiques dans la phase de lancement. En lien avec l'intelligence artificielle et les logiciels adaptatifs, les premiers projets ont également été lancés pour automatiser l'évaluation des vidéos de relevés d'état de conservation. Plusieurs membres du groupe d'experts ont également discuté dans le cadre d'ateliers spécifiques des possibilités et des scénarios d'une numérisation plus poussée dans le domaine de la planification et de la gestion des réseaux de canalisations.

### OLED - Déchets contenant du phosphore: 2026 n'est pas un délai réaliste pour un recyclage généralisé

L'obligation légale de récupérer le phosphore a été introduite avec l'OLED. Le délai de mise en œuvre est court puisque la récupération du phosphore des eaux usées deviendra obligatoire en 2026 déjà. La Confédération prévoit déjà une aide à l'exécution concernant les déchets riches en phosphore. Toutefois, du point de vue de l'ASIC, cette aide à l'exécution arrive trop tôt. Il serait en effet plus utile à l'heure actuelle de disposer d'une grille avec des critères d'évaluation du processus, ce qui permettrait d'envisager une politique écolo-



*Récupération du phosphore à partir des eaux usées: une bonne idée, mais pas réaliste d'ici à 2026.*

gique, économique et régionale globale. L'ASIC estime qu'il est urgent de clarifier dès maintenant la manière dont cette analyse du cycle de vie doit être effectuée, les effets à examiner et les limites du système. Un grand nombre de méthodes possibles sont déjà en cours de développement, mais elles ne sont pas encore suffisamment mûres pour être introduites sur le marché à grande échelle. L'ASIC s'oppose au fait que l'échéance de 2026 contraigne déjà les communes et les syndicats de communes chargés du traitement des eaux usées à prendre trop tôt des décisions risquées en matière d'investissements.

### Normalisation: co-financement de l'aide au travail «Constructions de canalisations»

Jusqu'à présent, la plupart des villes ont élaboré leurs propres «normes» ou réglementations locales qui précisent comment les constructions et leurs composants doivent être conçus. Il s'agit surtout d'en réglementer les dimensions et les matériaux. Toutefois, les membres du groupe de travail des exploitants de réseaux de canalisations soutiennent les efforts en vue de leur harmonisation. Nous avons donc répondu positivement à une demande du VSA concernant le cofinancement d'une aide au travail «Constructions de canalisation». Le projet peut être lancé grâce à la participation des villes à son financement. L'ASIC espère que cela permettra de créer un nouveau standard national pour la branche.



*En cours de préparation: nouveau contrat-type pour le service hivernal et modèles d'appels d'offres pour les véhicules et engins communaux.*

## Commission technique Routes

La commission technique Routes a notamment procédé à des échanges d'expériences techniques et opérationnelles sur des sujets tels que la manière d'aborder les pavages en pierre naturelle et l'accessibilité aux personnes handicapées, le potentiel des revêtements phono-absorbants pour réduire le bruit routier, les expériences pratiques faites avec des véhicules et des engins communaux mus par un moteur électrique ainsi que l'interprétation des prescriptions en matière de vêtements de protection pour le travail dans l'espace routier.

### **Contrats-types pour le service hivernal et modèles d'appels d'offres pour les véhicules/engins communaux**

Les communes demandent souvent à l'ASIC des contrats-types pour les travaux du service hivernal qu'elles sous-traitent à des tiers. Etant donné qu'un tel document n'existait pas jusqu'à présent, l'ASIC a, avec la participation de l'OFROU, commencé à travailler sur un tel modèle de contrat. Un groupe de travail conjoint composé de représentants de l'ASIC et de l'Association suisse des intérêts des fabricants et négociants en machines et engins pour la voirie SIK est également en

train de préparer des cahiers de charge types et des documents d'évaluation actualisés pour l'acquisition de véhicules communaux. Les exigences de l'Accord intercantonal révisé sur les marchés publics AIMP seront prises en compte.

### **Participation au développement du Standard Construction durable Suisse Bâtiment**

Une nouvelle norme industrielle pour la construction durable dans le secteur des infrastructures est sur le point d'être publiée: dans le domaine de la construction, le Standard Construction durable Suisse Bâtiment s'impose comme la certification des bâtiments. Les travaux ont commencé il y a plusieurs années pour étendre cette certification aux ouvrages d'infrastructure. L'ASIC a pu déléguer un représentant dans le groupe d'accompagnement.

### **Numérisation des relevés de l'état des routes**

Plusieurs villes ont mené des projets pilotes pour numériser les relevés de l'état des routes, d'une part pour l'enregistrement par caméra et, d'autre part, pour l'évaluation de l'état structurel des routes. └



## Commission technique Immobiliers

L'échange entre les chefs des services immobiliers municipaux a porté sur de très nombreux sujets, notamment la manière de traiter les stratégies immobilières, les développements de zones, la planification des salles de classe, les expériences faites avec le BIM et les applications informatiques pour la gestion des immeubles administratifs. Suite aux nouveaux accents donnés à la politique climatique nationale, de nombreuses villes ont également été confrontées à des initiatives politiques qui touchent les immeubles communaux: le rôle des services immobiliers est souvent de vérifier la faisabilité technique des mesures, d'en fixer le prix et de les pré-

senter aux politiciens pour qu'ils prennent leur décision. L'échange régulier et étroit que l'ASIC entretient avec la KBOB est toujours aussi précieux. Cela permet en effet de prendre en compte un grand nombre des préoccupations des villes et des communes dans les lignes directrices et les documents-types de la KBOB dans le domaine de la gestion des biens immobiliers. En collaboration avec l'Union des directeurs Immobilier fédéraux et communaux (VSLI), l'offre de séminaires communs pour la gestion des biens immobiliers communaux est en cours de révision et sera étoffée afin d'inclure le sujet des contrats de droit de superficie. ┘



*L'échange régulier  
avec la KBOB est des  
plus précieux.*

## Commission technique Gestion des infrastructures

La commission technique Gestion des infrastructures ne s'est réunie exceptionnellement qu'une seule fois pour un échange d'informations. A été discutée dans ce contexte la question de savoir si et comment les projets «Smart City» et de numérisation contribuent à une meilleure gestion des infrastructures. De nombreuses questions relatives à la gestion des données sont encore en suspens. On verra dans les années à venir si les projets pilotes «Smart City» peuvent être intégrés dans le fonctionnement continu et la gestion des données communales. L'ASIC va également renforcer sa coopération avec le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) à propos de la gestion des infrastructures. Les deux associations sont en train d'élaborer ensemble une série d'exemples de gestion des infrastructures communales dans les régions de montagne, document qui sera publié à l'été 2020. ┘



### Politique climatique et mise en œuvre locale


Les émissions directes de gaz à effet de serre en Suisse s'élèvent à environ 52 millions de tonnes par an. Les émissions de gaz à effet de serre causées par le marché financier basé en Suisse via les flux de capitaux internationaux (p. ex. financements ou prêts) s'élèvent à environ 1100 millions tonnes, soit environ 20 fois plus. Les communes et les villes ont donc une influence considérable par le biais de leur gestion financière et, en particulier, de leurs fonds de pension. Il faudra également tenir compte à l'avenir des risques des investissements financiers dans les secteurs et les entreprises à forte empreinte de CO<sub>2</sub>. Lors de sa séance d'automne, la commission technique a été informée par des experts du WWF sur les possibilités et les perspectives des investissements durables.

L'Alliance pour le climat Suisse, dont l'ASIC gère le secrétariat, a de nouveau organisé à Wil une rencontre d'échange et d'information pour les villes et les communes sous le titre «Réchauffement climatique – batage publicitaire, engagement ou opportunité pour les communes?» Les villes de Wil et de Burgdorf ont fourni des informations sur leur façon d'appréhender le mouvement climatique, tandis que l'Office fédéral de l'environnement OFEV a expliqué comment la Confédération entend relever, dans le cadre de la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>, les défis du réchauffement climatique et les obligations découlant de l'Accord de Paris sur le climat. Les participants ont présenté au cours d'une discussion animée des mesures et des projets que les autorités locales peuvent rapidement mettre en œuvre.

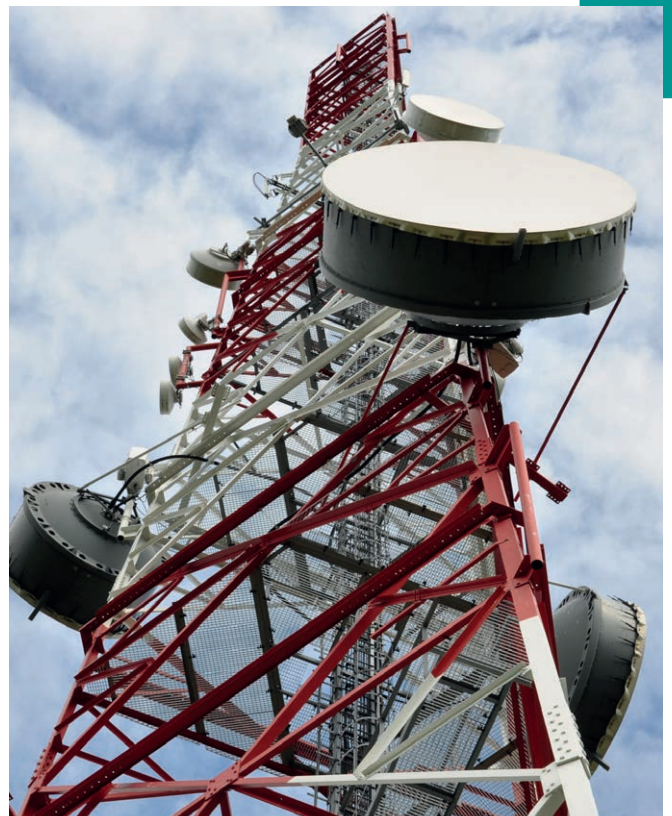
### Téléphonie mobile 5G

Le groupe de travail Téléphonie mobile et rayonnement a compilé pendant un an, pour la première fois et de manière exhaustive, des faits sur la téléphonie mobile, la 5G et le rayonnement. Le [rapport](#), que le groupe de travail a présenté aux médias le 28 novembre 2019, a été remis au DETEC. Il comprend tous les faits sur le droit, la technologie à la base de la téléphonie mobile, les chiffres et les prévisions sur le volume de données et l'épuisement des valeurs limites, les effets sur la santé ainsi que les procédures et l'exécution. L'ASIC et les associations intercommunales étaient représentées au sein de ce groupe de travail et ont particulièrement soutenu le concept prometteur de «Promotion des petites cellules dans les réseaux hybrides grâce à une coopération renforcée entre les villes/communes et les opérateurs de téléphonie mobile» (chapitre 9.1 du rapport). Cela permettrait d'introduire rapidement la 5G, avec des performances élevées et sans augmenter la valeur limite de l'installation. La branche de la téléphonie mobile continue malheureusement de refuser d'examiner ce concept pour des raisons qui ne sont guère valables.

### Autres thèmes de la commission technique Climat et environnement

- Economie circulaire/Circular Economy avec accent sur les possibilités de l'administration d'une ville et/ou d'une commune.
- Marchés publics durables: discussion des besoins et des exigences ainsi que participation à la plateforme de connaissances sur les marchés publics qui sera lancée à l'automne 2020.
- **Climathon**, un sorte de hackathon de 24 heures au cours duquel 50 à 100 participants se penchent en même temps sur des «défis» – par exemple, ceux définis au préalable par une ville ou une commune – et créent des solutions innovantes.
- Stratégies de réduction du bruit en milieu urbain avec prise en compte de toutes les questions qui se posent dans l'espace urbain en matière de bruit, en particulier du bruit routier ou du bruit induit par la vie quotidienne et les loisirs (mot-clé «méditerranéisation»). 

*La Suisse dispose du savoir nécessaire, d'une excellente technique, des professionnels qualifiés et des moyens financiers pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique et s'y engager avec détermination.*





### Chauffage renouvelable

La commission technique s'est penchée, dans le cadre d'un atelier d'une demi-journée auquel ont participé des expertes et des experts de Energieforschung Zürich et de l'OFEN, sur le thème du «chauffage renouvelable». La Suisse s'est engagée à respecter l'objectif «zéro émissions nettes» de l'Accord de Paris sur le climat, afin de limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à 2 degrés. Cela signifie que l'approvisionnement en chaleur, qui repose encore dans une large mesure sur le mazout et le gaz naturel, doit être basé sur des sources d'énergie renouvelables telles que les sondes géothermiques, les pompes à chaleur air/eau, la chaleur solaire, le photovoltaïque, le bois ou, dans une moindre mesure, le biogaz. La discussion a permis notamment de constater qu'il était actuellement beaucoup plus facile pour les propriétaires de remplacer un système de chauffage à combustible fossile par un autre système de chauffage de même type, et que les coûts de planification et d'approbation d'une solution renouvelable sont plus importants et souvent difficiles à prévoir. Il convient donc de remédier rapidement à cette situation afin que les solutions renouvelables deviennent «normales», d'autant plus que, si l'on considère le coût du cycle de vie, ces solutions sont généralement comparables d'un point de vue financier aux solutions fossiles.

### Les pompes à chaleur entre énergie, protection contre le bruit et conservation des monuments

Le deuxième dossier technique traité durant l'exercice a été l'utilisation des pompes à chaleur air/eau dans un contexte urbain. Les défis à relever dans ce domaine sont les exigences en matière de protection contre le bruit et l'intégration créative dans le paysage urbain. Pour ce qui est du bruit, il convient de noter que les appareils sont de plus en plus performants. L'expérience de la ville de Zurich montre que des solutions techniques existent la plupart du temps, mais qu'une planification intégrale est nécessaire, car les solutions requièrent des investissements importants et que le conflit d'objectifs entre la politique énergétique et la conservation des monuments exige toujours une pondération individuelle. Afin de faciliter l'utilisation des pompes à chaleur air/eau, le canton de Bâle-Ville a par exemple considérablement simplifié la procédure d'autorisation et a même supprimé dans certains cas l'obligation de demander une autorisation.

### Autres thèmes de la commission technique Energie

- Principaux éléments d'une participation publique à l'élaboration de plans de politique énergétique
- Avec SuisseEnergie, mise à jour pour les communes du standard Bâtiments pour les administrations publiques: Version [Standard Bâtiments 2019](#)
- Avenir de l'infrastructure gazière et de la Charte énergétique et climatique pour les villes et les communes



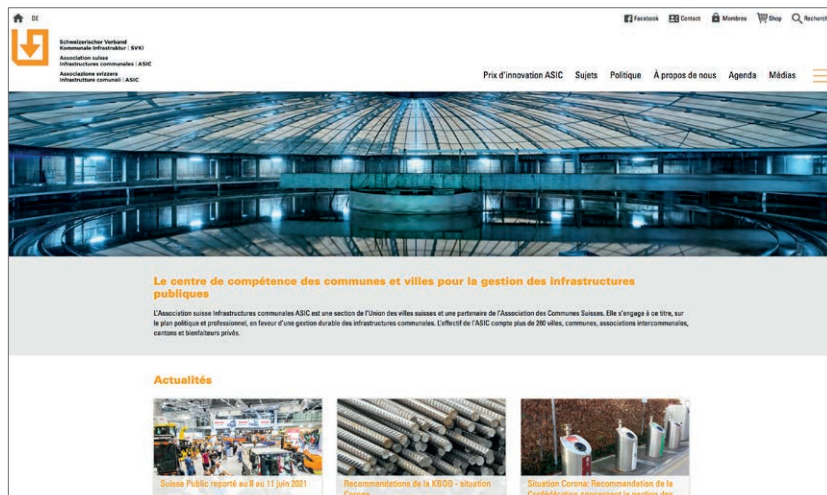
*Le remplacement de chauffages à combustible fossile par des systèmes basés sur du renouvelable est l'une des conditions pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> à un niveau supportable pour le climat.*



## Congrès et séminaires en 2019: vue d'ensemble

Une nouveauté dans l'offre de séminaires proposée depuis l'année sous revue est l'atelier de deux jours consacré au thème du «leadership» dans les exploitations techniques communales pour les clients francophones. Le nouveau séminaire correspond à un véritable besoin et sera donc reconduit les prochaines années.  
[Agenda des séminaires et des congrès ASIC](#)

Cours / séminaire	Date / lieu	Nombre de participants
<b>Congrès sur le recyclage 2019</b>	17 janvier 2019 / Bienne	295
<b>Cours pour chefs de voirie avril</b>	25 + 26 avril 2019 / Nottwil	43
<b>Cours pour chefs de voirie octobre</b>	24 + 25 octobre 2019 / Nottwil	41
<b>Séminaire pratique: gestion de voirie</b>	16 mai 2019 / Aarau	15
<b>Séminaire pratique: gestion de voirie</b>	28 août 2019 / Aarau	16
<b>Séminaire pratique: gestion de voirie</b>	4 décembre 2019 / Aarau	16
<b>Séminaire pratique: gestion des infrastructures</b>	22 mai / Berne	13
<b>Assemblées générale ASIC 2019</b>	26 juin / Genève	14
<b>Séminaire Leadership</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2019 / Puidoux	12
<b>Rencontre annuelle Alliance pour le climat</b>	6 novembre 2019 / Wil	44
<b>Séminaire Leadership</b>	20 novembre 2019	14
		<b>Total 523</b>



Depuis 2019, l'ASIC est également sur les médias sociaux! Suivez-nous sur Twitter: @SVKI\_ASIC.

## Communication et publications

### Mise à jour du Standard Bâtiments 2019

L'ASIC a élaboré le [Standard Bâtiments 2019](#) en collaboration avec SuisseEnergie. Cette norme contribue au renforcement de l'application de mesures dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ainsi qu'à un meilleur climat ambiant et à l'écologie des bâtiments. Les spécifications sont basées sur des standards et des labels largement acceptés et répandus dans le domaine de la construction. Le Standard Bâtiments 2019 est destiné aux propriétaires de bâtiments publics et/ou soutenus par le public.

### Nouveau site web svki-asic.ch

Depuis le 14 mars 2019, l'ASIC accueille ses visiteurs en ligne avec un site web plus moderne et plus convivial. L'espace réservé aux membres existe toujours. Vous y trouverez des documents et des informations sur la revue de presse de l'ASIC ainsi que diverses publications. En outre, les procès-verbaux des réunions du Comité et des rapports différenciés sur les commissions techniques peuvent être téléchargés.

### Médias sociaux

En 2019, l'ASIC a créé une page [Facebook](#) et un compte [Twitter](#); elle est donc désormais également active sur les réseaux sociaux. La page Twitter de l'ASIC s'est avérée particulièrement réussie, avec la publication de divers courts messages intéressants et de références à des cours et séminaires. En outre, les membres de l'ASIC peuvent y publier des réactions et des opinions directement via les médias sociaux.

### Autres publications de l'ASIC

- Newsletter (4-5 fois par an)
- Vue d'ensemble de la collecte déparée des substances valorisables et des déchets - édition 2019/2020
- Fiches d'information Collecte de textiles usagés et Tendances dans la gestion des déchets communaux

### Partenaires médias «Commune suisse» et «focus»

Les partenaires médias de l'Association suisse Infrastructures communales ASIC sont la newsletter électronique «focus» de l'Union des villes suisses et le magazine «Commune suisse» de l'Association des Communes Suisses. └



### Assemblée générale du 26 juin 2019 à Genève

La première assemblée générale de l'ASIC qui s'est tenue le 26 juin à Genève a notamment été l'occasion d'organiser des élections complémentaires au Comité. Les cotisations 2020 restent inchangées par rapport à 2019. Après la partie statutaire, les membres ont pu se faire une idée précise des travaux finaux dans les stations du nouveau train des frontaliers.


### Comité

Pour succéder à Bruno Bébié, Silvia Banfi Frost, responsable de l'énergie de la ville de Zurich, a été élue présidente de la commission technique Energie. La présidence de la commission technique Climat et environnement a été transférée de Harry Künzle, chef du Département de l'environnement et de l'énergie de la ville de Saint-Gall, à Matthias Nabholz, chef du Département de l'environnement et de l'énergie du canton de Bâle-Ville. Les deux nouveaux présidents de commission technique ont été élus au comité lors de l'assemblée générale de Genève. Le Comité remercie vivement les deux présidents de commission sortants pour leur engagement de tous les instants. Depuis plus d'une décennie, Bruno Bébié et Harry Künzle ont en effet fortement influencé la bonne mise en réseau des villes et des communes sur le plan technique.

A la fin 2018 déjà, le Comité a par ailleurs décidé de nommer deux vice-présidents pour succéder à Beat Ammann, qui a assumé cette fonction pendant de nombreuses années. Il s'agit de Stephan Flury, responsable des infrastructures/du développement territorial / de l'environnement de la municipalité de Sarnen (membre du Comité depuis 2017) et de Marco Sonderegger, responsable de la gestion des déchets de la ville de Saint-Gall (membre du Comité depuis 2018).

En outre, le Comité a défini les positions de l'association concernant les projets en cours ayant une pertinence politique et a identifié les thèmes qui nécessitent une coordination et un accord entre les différentes commissions techniques. Cela vaut surtout pour les domaines de l'énergie, du climat, de l'immobilier et de la gestion des déchets.

### Secrétariat

Sophie Vaucher travaille pour l'ASIC depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019, où elle est responsable de la communication et du marketing. Elle remplace Doris Fricker, qui a quitté l'équipe ASIC à la fin du mois de mai 2019. Autre changement au tournant de la décennie: Stéphanie Glutz a quitté l'ASIC fin janvier 2020 après presque 11 ans de bons et loyaux services. Nous voudrions profiter de cette occasion pour remercier Stéphanie pour ses nombreuses années de travail et de soutien. Depuis, l'ASIC a pu accueillir une nouvelle collaboratrice en la personne de Christa Röthlisberger, qui est en charge de l'administration et de l'organisation des séminaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020. 



Alexandre Bukowiecki Gerber



Daniel Lehmann Pollheimer



Sophie Vaucher



Stéphanie Glutz



Susanne Gasser



Villes et communes

Aadorf  
 Aarau  
 Aarburg  
 Aarwangen  
 Adliswil  
 Aesch  
 Arbaz  
 Arosa  
 Aubonne  
 Avenches  
 Ayent  
 Baden  
 Bagnes  
 Bätterkinden  
 Belp  
 Berikon  
 Bern  
 Bever  
 Biberist  
 Biel-Benken  
 Biel/Bienne  
 Binningen  
 Birmensdorf  
 Bonstetten  
 Bottmingen  
 Bourg-en-Lavaux  
 Bülach  
 Burg im Leimental  
 Burgdorf  
 Bussigny-près-Lausanne  
 Caslano  
 Château-d'Oex  
 Chur  
 Commugny  
 Corcelles-près-Payerne  
 Crissier  
 Davos  
 Delémont  
 Dietikon  
 Dübendorf  
 Duggingen  
 Ecublens  
 Egnach  
 Einsiedeln  
 Embrach  
 Epalinges  
 Estavayer-le-Lac  
 Fehraltorf  
 Flawil  
 Fraubrunnen  
 Freienbach  
 Fribourg  
 Fully  
 Gaiserwald  
 Genève  
 Geroldswil

Giswil  
 Gland  
 Glarus  
 Glarus Nord  
 Goldach  
 Gossau ZH  
 Gretzenbach  
 Grindelwald  
 Hägendorf  
 Herisau  
 Horw  
 Hütten  
 Illnau-Effretikon  
 Kirchlindach  
 Kloten  
 Köniz  
 Kreuzlingen  
 Küsnacht  
 Küssnacht am Rigi  
 Lachen SZ  
 Langenthal  
 Langnau i.E.  
 Lausanne  
 Lenk  
 Leukerbad  
 Locarno  
 Lugano  
 Lutry  
 Luzern  
 Lyss  
 Martigny  
 Meikirch  
 Meisterschwanden  
 Mönchaldorf  
 Monthey  
 Montreux  
 Morges  
 Moudon  
 Mümliswil-Ramiswil  
 Münchenbuchsee  
 Münsingen  
 Murgenthal  
 Muri b. Bern  
 Murten  
 Neuchâtel  
 Niedergösgen  
 Niederhasli  
 Nyon  
 Oberägeri  
 Oberbipp  
 Oberglatt  
 Oberkulm  
 Obersiggenthal  
 Oberwil BL  
 Oftringen  
 Olten

Orbe  
 Ostermundigen  
 Otelfingen  
 Payerne  
 Peseux  
 Pfäffikon ZH  
 Pieterlen  
 Préverenges  
 Pully  
 Reinach BL  
 Renens  
 Richterswil  
 Rolle  
 Romont  
 Rothenfluh  
 Rüschiikon  
 Saanen  
 Saillon  
 Saint-Prex  
 Sarnen  
 Schaffhausen  
 Schiers  
 Schlieren ZH  
 Schmerikon  
 Schmitten  
 Schwarzenburg  
 Schwerzenbach  
 Seedorf  
 Sierre  
 Sion  
 Solothurn  
 Speicher  
 St. Gallen  
 St. Moritz  
 Stadel  
 Steffisburg  
 Stein AG  
 Steinmaur  
 Stettlen  
 Subingen  
 Sulgen  
 Sursee  
 Tägerwilen  
 Teufen  
 Thalwil  
 Therwil  
 Thun  
 Twann-Tüscherz  
 Unterägeri  
 Unterseen  
 Untersiggenthal  
 Urdorf  
 Urtenen-Schönbühl  
 Uster  
 Vaz/Obervaz  
 Vevey

Volketswil  
 Wädenswil  
 Wald  
 Wallisellen  
 Wangen-Brüttisellen  
 Wigoltingen  
 Wil  
 Winterthur  
 Wittenbach  
 Witterswil  
 Wollerau  
 Worb  
 Würenlos  
 Yverdon-les-Bains  
 Zermatt  
 Zofingen  
 Zollikofen  
 Zollikon  
 Zuchwil  
 Zug  
 Zumikon  
 Zürich  
 Zweisimmen

## **Associations intercommunales**

Abwasserverband Aarburg  
Abwasserverband der Region Sense-Oberland  
A-Region, Rorschach  
ABVO Oberengadin/Bergell, Samedan  
ara region bern ag, Herrenschwanden  
ARA Thunersee, Uetendorf  
ARA Worblental, Worblaufen  
Avag, AG für Abfallverwertung, Jaberg  
ERZO Entsorgung Region Zofingen, Oftringen  
GAF Gemeindeverband Abfallbewirtschaftung Unteres Fricktal, Olsberg  
Gemeindeverband ARA Ins-Müntschemier  
GEVAG Gemeindeverband für Abfallentsorgung Graubünden, Untervaz  
GVRZ Gewässerschutzverband der Region Zugersee-Küssnachtsee-Ägerisee, Kläranlage Schönau, Cham  
KVA Thurgau, Weinfelden  
REAL Recycling, Entsorgung, Abwasser, Luzern  
SADEC SA, Nyon  
SATOM Usine d'incinération Valais/Vaud, Monthey  
STRID SA, Yverdon-les-Bains  
Valorsa SA, Penthaz  
VKA Verband für Kanalisation und Abwasserreinigung, Nidau  
ZAB Zweckverband Abfallverwertung Bazenhaid  
ZEBA Zweckverband der Zuger Einwohnergemeinden für die Bewirtschaftung von Abfällen, Cham  
ZAKU Zentrale Organisation für Abfallbewirtschaftung im Kanton Uri

## **Cantons**

Kanton Basel-Stadt, Bau- und Verkehrsdepartement  
Kanton Bern, Amt für Wasser und Abfall  
Kanton Uri, Amt für Umweltschutz, Abteilung Gewässerschutz  
Kanton Zürich, Amt für Abfall, Wasser, Energie und Luft

## **Donateurs (personnes morales)**

ANTA SWISS AG, Rümlang  
Basler & Hofmann AG, Zürich  
BL Silobau AG, Gossau  
BWaste Suisse AG, Schönenwerd  
Contena-Ochsner AG, Urdorf

CSC Déchets SA, Tramelan  
DAS BERATUNG GmbH, Chur  
Energie 360° AG, Zürich  
ewp Ingenieure | Planer | Geometer, Effretikon  
Flughafen Zürich AG  
GETAG Entsorgungs-Technik AG, Fuluibach  
GVS Glas Verbund Schweiz AG, Dagmersellen  
Hunziker Betatech AG  
IGORA-Genossenschaft, Thalwil  
J. Grimm AG, Oetwil am See  
K. Müller AG, Wallisellen  
Meier und Partner AG, Weinfelden  
Paul Wolff AG, Niedergösgen  
Plastic Omnium AG, Basel  
Practica AG, Ebikon  
Regio Recycling Management AG, Bazenhaid  
SAC-O-MAT AG (Schweiz), St. Erhard  
Schwendimann AG, Münchenbuchsee  
SRS Swiss Recycling Services AG, Allschwil  
Swico, Zürich  
TBF + Partner AG Planer und Ingenieure, Zürich  
textor-engineering.ch  
Vetropack AG, Vetrorecycling, Bülach  
VetroSwiss, Bern  
Villiger Entsorgungssysteme AG, Oberrüti  
WIFpartner AG, Zürich  
Zimmermann Dienstleistungen GmbH, Oberägeri  
Ziswiler AG, A-Z Recycling, Bern

## **Donateurs (personnes physiques)**

C. Bähr  
P. Clazolari  
P. Delcourt  
A. Ettwein  
R. Gnos  
D. Laube  
B. Oppliger  
B. Reber

## **Membres d'honneur**

U. Geissmann, Bremgarten BE  
H.P. Tobler, St. Gallen  
G. Neuhold, Horgenberg

## Comité et commissions techniques

Etat fin 2019

### Comité

Alain Jaccard, Chef du service Infrastructures et gestion urbaine, Ville de Morges (président)  
Renate Amstutz, Direktorin, Schweizerischer Städteverband  
Silvia Banfi-Frost, Energiebeauftragte, Stadt Zürich  
Antoine Benacloche, Ingénieur communal, Ville de Neuchâtel  
Stephan Flury, Bereichsleiter Infrastrukturen und Raumentwicklung, Gemeinde Sarnen (vice-président)  
Gerald Hutter, Strasseninspektor, Stadt St. Gallen  
Gregor Maurer, directeur d'Epura SA, Ville de Lausanne  
Matthias Nabholz, Leiter Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-Stadt  
Christoph Niederberger, Direktor, Schweizerischer Gemeindeverband  
Hans Ulrich Schwarzenbach, Geschäftsführer ZEBA, Cham  
Albert Schweizer, Bereichsleiter Liegenschaften, Stadt Schlieren  
Marco Sonderegger, Unternehmensleiter Entsorgung, Stadt St. Gallen (vice-président)

### Commissions techniques permanentes

#### Commission technique «Déchets»

H.U. Schwarzenbach, Geschäftsführer ZEBA, Cham (président)  
A. Basler, Leiter Abfallbewirtschaftung, Gemeinde Köniz  
Th. Bieri, Leiter Entsorgungslogistik ERZ, Stadt Zürich  
G. Brechbühl, Leiter Werkbetrieb, Stadt Burgdorf  
G. Clément, Responsable du secteur Conseil - acquisition - valorisation SATOM, Monthey  
C. Costa, Directrice Valorsa SA, Penthaz  
F. Dunand, Chef du secteur voirie, Ville de Fribourg  
D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Tiefbauamt Basel-Stadt  
L. Fornara, capo area servizi tecnici, Città di Lugano  
S. Gorgerat, Adjoint, Ville de Pully  
R. Gruber, Leiter Werkbetrieb, Stadt Chur  
J. Hartmann, Geschäftsleiter ERZO, Oftringen  
E. Hostettler, Responsable de la Voirie, Ville de Morges  
S. Kocher, Strasseninspektor, Stadt Biel/Bienne  
M. Lorenzi, Chef de Service Voirie - Ville propre, Ville de Genève  
Ch. Jordi, Leiter Entsorgung & Recycling, Stadt Bern  
D. Rychener, Leiter Technische Betriebe, Stadt Thun  
J.-P. Schindelholz, Directeur STRID SA, Yverdon-les-Bains  
M. Sonderegger, Unternehmensleiter Entsorgung, Stadt St. Gallen  
P. Steiner, Geschäftsführer, Verband KVA Thurgau, Weinfelden  
Th. Stirnemann, Leiter Werkhof, Stadt Baden  
A. Bachofner, Leiter Entsorgung, Stadt Winterthur  
D. Vergari, Bereichsleiter Abfallwirtschaft REAL, Emmenbrücke  
H. Zurkirchen, Leiter Werkdienste, Stadt Luzern  
A. Bukowiecki, directeur, Association suisse Infrastructures communales

#### Commission technique «Eaux usées»

M. Sonderegger, Unternehmensleiter Entsorgung, Stadt St. Gallen (président)  
R. Aeby, Betriebsleiter ARA, Ville de Fribourg  
U. Ammann, Dienstzweigleiter Abwasser, Gemeinde Köniz  
R. Arpagaus, Stadtgenieur, Stadt Chur  
B. Bangerter, Geschäftsführer ARA Thunersee, Uetendorf  
K. Biermann, Betriebsleiter Abwasserverband Glarnerland, Bilten  
J. Hartmann, Geschäftsleiter ERZO, Oftringen  
B. Kobler, Geschäftsführer, GVRZ Cham  
T. Lasseur, Chef de Service, Commune de Pully  
G. Maurer, Directeur d'EPURA SA, Ville de Lausanne  
Y. Quirin, Abteilungsleiter, Amt für Natur und Umwelt, Kanton Graubünden  
A. Schuler, Direktor ara region bern ag, Herrenschwanden  
U. Sieber, Leiter Stadtentwässerung, Stadt Winterthur  
P. Wiederkehr, Geschäftsbereichsleiter Klärwerk Werdhölzli, Entsorgung + Recycling, Stadt Zürich  
A. Bukowiecki, directeur, Association suisse Infrastructures communales

#### Commission technique «Routes»

G. Hutter, Strasseninspektor, Stadt St. Gallen (président)  
G. Brechbühl, Leiter Werkbetrieb, Stadt Burgdorf  
F. Dunand, Chef du secteur voirie, Ville de Fribourg  
D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Tiefbauamt Basel-Stadt  
A. Flück, Leiter Erhaltungsplanung, Stadt Basel  
M. Forster, Leiter Betriebe + Entsorgung, Stadt Wil  
R. Gruber, Leiter Werkbetrieb, Stadt Chur  
P. Hirsiger, Leiter Strasseninspektorat, Stadt Winterthur  
P. Kessler, Ressortleiter Werterhalt und Support, Stadt Luzern  
M. Koch, Leiter Abteilung Tiefbau, Stadt Baden  
S. Kocher, Strasseninspektor, Stadt Biel/Bienne  
T. Laufer, Leiter Planung, Tiefbauamt Basel-Stadt  
A. Levet, Ingénieur, Ville de Pully  
M. Lorenzi, Chef de Service Voirie - Ville propre, Ville de Genève  
M. Mani, Projektleiter Unterhalt, Gemeinde Köniz  
M. Pola, Strasseninspektor, Kanton Zürich  
S. Portmann, Bauverwalter, Gemeinde Murten  
P. Schädeli, Leiter Betrieb und Unterhalt, Stadt Bern  
H. Schneebeil, Geschäftsbereichsleiter Werterhaltung, Stadt Zürich  
M. Schweizer, Leiter Strassen und Kunstbauten, Kanton Basel-Stadt  
M. Ultsch, Leiter Geschäftsbereich Stadtreinigung, Entsorgung + Recycling, Stadt Zürich  
F. Volpi, Chef de l'unité nettoyage, Ville de Genève  
R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau  
P. Widmer, Strasseninspektor, Stadt Thun  
A. Bukowiecki, directeur, Association suisse Infrastructures communales

### **Commission technique «Immobiliers»**

A. Schweizer, Bereichsleiter Liegenschaften, Stadt Schlieren (président)  
M. Adam, Leiter Portfolio- und Umweltmanagement, armasuisse, Bern  
R. Borner, Geschäftsleiter Immobilien, Basel-Stadt  
J. Dreyer, Leiterin Stab Immobilien, Stadt Zürich  
R. Liechti, Leiter Immobilien, Stadt Burgdorf  
D. Müller, Leiter Liegenschaften, Stadt Aarau  
M. Pellet, Liegenschaftsverwalter, Gemeinde Murten  
R. Rolli, Leiterin Immobilienmanagement VV, Stadt Bern  
M. Schätti, Leiter Immobilien, Stadt Baden  
F. Wadenpohl, Leiter Immobilien, Stadt Wädenswil  
A. Wimmer, Vertreterin KBOB, Bern  
D. Züger, Leiter Liegenschaften, Stadt Adliswil  
T. Zumthurn, Leiter Stadtliegenschaften, Stadt Thun  
A. Bukowiecki, directeur, Association suisse Infrastructures communales

### **Commission technique «Gestion des infrastructures»**

L. Abu-Talib, usic, Bern  
F. Achilles, Projektingenieur ewp AG, Effretikon  
B. Adey, ETH Zürich, Zürich  
Ch. Brot, Bereichsleiter Infrastruktur, Gemeinde Embrach  
D. Dominguez, Bundesamt für Umwelt BAFU, Bern  
S. Flury, Leiter Infrastruktur und Raumentwicklung, Gemeinde Sarnen  
R. Hajdin, IMC GmbH, Zürich  
S. Hasler, Direktor VSA, Zürich  
Ch. Heitz, Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW, Winterthur  
D. Lukic, Stv. Geschäftsführer Infra Suisse, Zürich  
S. Mathys, Leiter Bau und Werke, Gemeinde Fehraltorf  
H. Mutzner, Fachhochschule Nordwestschweiz, Windisch  
A. Olschewski, Leiter Bereich Wasser, Schweizerischer Verein des Gas- und Wasserfachs SVGW, Zürich  
A. Rieder, Leiter Wasserverteilung, Stadt Zürich  
A. Bukowiecki, directeur, Association suisse Infrastructures communales

### **Commission technique «Climat et environnement»**

M. Aeple, Stadtschreiber, Stadt Rorschach  
W. Fassbind, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Zug  
B. Finkenbrink, Stadtökologie, Stadt Baden  
S. Fitz, Stadtökologie, Stadt Schaffhausen  
M. Gassner, Projektleiter Energie, Mobilität, Umwelt, Stadt Thun  
A. Graupe, Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-Stadt  
C. Günther, Fachstelle Nachhaltige Entwicklung, Stadt Winterthur  
Ch. Haupt, Umweltfachstelle, Stadt Aarau  
K. Hungerbühler, Leitung, Mobilität, Nachhaltige Entwicklung, Stadt St. Gallen  
G. Maurer, Energiebeauftragter, Stadt Kreuzlingen  
M. Nabholz, Amtsleiter Umwelt und Energie, Basel-Stadt (président)  
Y. Rochat, Conseiller administratif, Ville de Vernier  
D. Rüfenacht, Leiterin Dienststelle Umwelt, Stadt Biel

G. Schmid, Leiter Umweltschutz, Stadt Luzern  
P. Schmidli, Umweltschutz, Stadt Luzern  
R. Schneider, Leiter Abteilung Planung und Bau, Gemeinde Windisch  
A. Stiefel, Leiter Amt für Umweltschutz, Stadt Bern  
B. Wyss-Käppeli, Projektleiter Mobilität, Energie, Umwelt, Stadt Burgdorf  
R. Zah, Co-Leiter Geschäftsbereich Umwelt, Stadt Zürich  
D. Lehmann Pollheimer, directeur-adjoint, Association suisse Infrastructures communales

### **Commission technique «Energie»**

S. Banfi-Frost, Energiebeauftragte, Stadt Zürich (présidente)  
S. Benagli, Délegué à l'énergie, Ville de Neuchâtel  
U. Bernasconi, Dicastero sviluppo territoriale, Lugano  
Th. Büchner, Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-Stadt  
V. Cerda, Cheffe du service, Département des constructions et de l'aménagement, Ville de Genève  
K. Egger, EnergieSchweiz für Gemeinden, Ettenhausen  
W. Fassbind, Stadtökologe, Leiter Umwelt/Energie, Stadt Zug  
S. Fitz, Stadtökologie, Stadt Schaffhausen  
B. Gut, Umweltschutz, Stadt Luzern  
G. Hafner, Leiter Energiestrategie, Stadt Zürich  
Ch. Haupt, Umweltfachstelle, Stadt Aarau  
K. Marti, Energieberatung Seeland, Biel  
U. Meuli, Bundesamt für Energie, Ittigen  
G. Ohana, Délégué à l'énergie, Ville de Lausanne  
A. Rüedi, Bauleiter, Fachstelle Energie und Nachhaltigkeit, Stadt Chur  
A. Stämpfli, Projektleiter Energie und Umweltschutz, Gemeinde Köniz  
Ch. Vogler, Koordinator Energie, Stadt Baden  
H. Wiher, Leiter Energie und Technik, Stadt Winterthur  
N. Witschi, Koordination Energiestadt, Stadt Biel/Bienne  
M. Schmidt, Amt für Umweltschutz, Stadt Bern  
F. Zaugg, Amt für Umwelt und Energie, Stadt St. Gallen  
D. Lehmann Pollheimer, directeur-adjoint, Association suisse Infrastructures communales

### **Autres groupes de travail**

#### **«Controlling des coûts et des prestations – entretien des routes»**

M. Bräm, Leiter Ausführung, Tiefbauamt, Stadt Zürich  
L. Brechbühl, Leiter Werkhof, Gemeinde Ostermundigen  
D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Tiefbauamt Basel-Stadt  
M. Forster, Leiter Betriebe + Entsorgung, Stadt Wil  
R. Gruber, Leiter Werkbetrieb, Stadt Chur  
S. Kocher, Strasseninspektor, Stadt Biel/Bienne  
Th. Lassueur, Chef de service, Ville de Pully  
M. Meier, Controlling Stadtreinigung, Entsorgung + Recycling, Stadt Zürich  
M. Messerli, Betriebsleiter, Stadt Baden  
R. Milz, Leiter Zentrale Dienste, Stadt St. Gallen  
A. Morf, Leiter Administration Tiefbauamt, Stadt Winterthur



M. Mundwiler, Controlling, Stadt Aarau  
B. Rüegg, Leiter Fachassistenz Betrieb und Unterhalt,  
Stadt Bern  
R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau  
A. Bukowiecki, directeur, Association suisse Infrastructures  
communales

#### «ERFA Exploitants de réseaux de canalisations»

U. Ammann, Dienstzweigleiter Abwasser, Gemeinde Köniz  
(président)  
M. Arnold, Betriebsmechaniker, GVRZ Cham  
M. Asanger, Leiterin Siedlungsentwässerung/Natur-  
gefahren, Stadt Luzern  
V. Bänziger, Leiter Stadtentwässerung, Stadt St. Gallen  
U. Castellazzi, Leiter Tiefbau, Stadt Chur  
A. Fallegger, Leiter Unterhalt Kanalnetzbetrieb, Stadt Bern  
R. Flückiger, Betriebsleiter Kanalnetzbetrieb, Stadt Bern  
R. Graven, Abteilungsleiter Tiefbau, Gemeinde Zermatt  
Ch. Güdel, Leiter Infrastrukturen, Stadt Winterthur  
M. Hofmann, Bau- und Verkehrsdepartement, Kanton  
Basel-Stadt  
H. Lamp, Geschäftsbereichsleiter Entwässerung, Stadt  
Zürich  
U. Sieber, Leiter Stadtentwässerung, Stadt Winterthur  
S. Walker, Fachbereichsleiterin Siedlungsentwässerung  
und Abfallwirtschaft Stadt Zug  
D. Wigger, Leiter Projekte / QS, GVRZ Cham  
S. Würfel, Projektleiter Entwässerung, Kanton Basel-Stadt  
V. Wyrsch, Leiter Stadtentwässerung, Stadt Biel/Bienne  
A. Bukowiecki, directeur, Association suisse Infrastructures  
communales

#### Groupe d'accompagnement pour les cours de chefs de voirie

B. Bienz, Leiter Mech. Werkstätten, Strasseninspektorat,  
Stadt Luzern  
R. Dietrich, Stv. Strasseninspektor, Stadt St. Gallen  
(président)  
C. Hobi, dia-logue Beratung & Training GmbH, Freienbach  
Ch. Jordi, Leiter Entsorgung & Recycling, Stadt Bern  
R. Lutz, Projektleiter, Stadt Bern  
H.U. Schwarzenbach, Geschäftsführer ZEBA, Cham  
S. Portmann, Bauverwalter, Gemeinde Murten  
A. Bukowiecki, directeur, Association suisse Infrastructures  
communales  
S. Glutz, Manifestations, Association suisse Infrastructures  
communales

#### Alliance pour le climat Suisse

M. Aeple, Stadtschreiber, Stadt Rorschach  
W. Fassbind, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Zug  
B. Finkenbrink, Stadtökologie, Stadt Baden  
S. Fitz, Stadtökologie, Stadt Schaffhausen  
M. Gassner, Projektleiter Energie, Mobilität, Umwelt, Stadt  
Thun  
A. Graupe, Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-  
Stadt  
C. Günther, Fachstelle Nachhaltige Entwicklung, Stadt  
Winterthur

K. Hungerbühler, Leitung, Mobilität, Nachhaltige  
Entwicklung, Stadt St. Gallen  
A. Kappler, Ratschreiber, Gemeinde Gaiserwald  
G. Maurer, Energiebeauftragter, Stadt Kreuzlingen  
M. Nabholz, Amtsleiter Umwelt und Energie, Basel-Stadt  
(président)  
Y. Rochat, Conseiller administratif, Ville de Vernier  
D. Rüfenacht, Leiterin Dienststelle Umwelt, Stadt Biel  
P. Schmidli, Umweltschutz, Stadt Luzern  
R. Schneider, Leiter Abteilung Planung und Bau,  
Gemeinde Windisch  
A. Stiefel, Leiter Amt für Umweltschutz, Stadt Bern  
B. Wyss-Käppeli, Projektleiter Mobilität, Energie, Umwelt,  
Stadt Burgdorf  
R. Zah, Co-Leiter Geschäftsbereich Umwelt, Stadt Zürich  
D. Lehmann Pollheimer, secrétariat Alliance pour le climat  
Suisse, Association suisse Infrastructures communales

#### Organe de contrôle

Blaser Treuhand AG, Köniz

## Compte d'exploitation 1.1. – 31.12.

	<b>2019</b>	
	<b>CHF</b>	<b>%</b>
<b>Produits</b>		
Cotisations	425'940.00	
Cotisations Alliance climatique des villes suisses	15'690.00	
Produits projets Alliance climatique des villes suisses	13'927.60	
Contributions aux coûts OKS	9'200.00	
Cours pour chefs de voirie	81'796.45	
Séminaires	60'634.20	
Congrès	108'064.61	
Autres revenus liés au séminaires et cours	850.50	
Publications	9'243.85	
Service-conseils / Honoraires généraux	0.00	
Divers	56'606.30	
<b>Total des produits</b>	<b>781'953.51</b>	<b>100.0</b>
<b>Charges</b>		
<b>Charges directes</b>		
Cours pour chefs de voirie	56'824.10	
Séminaires	30'990.44	
Congrès	77'061.53	
Autres charges liées au séminaires et cours	1'873.50	
Publications	7'146.05	
Divers	2'728.80	
	<b>-176'624.42</b>	<b>-22.6</b>
<b>Comité / commissions</b>		
Frais / projets généraux / comité	7'038.25	
Commission technique Déchets	6'412.25	
Commission technique Eaux usées	9'040.90	
Commission technique Routes	3'004.90	
Commission technique Énergie	3'200.60	
Commission technique Immobiliers	486.20	
Commission technique Climat & Environnement	4'786.10	
Commission technique Gestion des Infrastructures	1'441.15	
Alliance des villes suisses pour le climat	29'617.60	
	<b>-65'027.95</b>	<b>-8.3</b>
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires	331'938.50	
Assurances sociales	70'036.70	
Autres frais du personnels	9'318.60	
	<b>-411'293.80</b>	<b>-52.6</b>
<b>Charges administrations</b>		
Coûts de l'UVS	38'570.10	
Organe de révision	3'200.00	
Produits imprimés	6'704.70	
Littérature	1'409.30	
Rapport de gestion / infos aux membres / traductions	18'540.40	
Informatique	9'232.99	
Communication et marketing	23'184.85	
Frais de banque	264.99	
Divers frais d'exploitation	2'218.20	
	<b>-103'325.53</b>	<b>-13.2</b>
<b>Total charges</b>	<b>-756'271.70</b>	<b>-96.7</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>25'681.81</b>	<b>3.3</b>

## Bilan au 31.12.

	<b>2019</b>	
	<b>CHF</b>	<b>%</b>
<b>Actifs</b>		
<b>Fonds de roulement</b>		
<b>Actifs réalisables à court terme</b>		
Caisse	1'313.65	
Compte postale 30-37369-6	347'774.69	
Compte postale 30-712614-7	71'010.34	
BECB Berne, compte courant	23'431.08	
Administration des finances Zurich, cpte placement	370'468.20	
<b>Créances</b>		
Livraisons / prestations	14'807.73	
<b>Autre créances à court terme</b>		
Actifs transitoires	5'025.10	
<b>Total du fonds de roulement</b>	<b>833'830.79</b>	<b>86.5</b>
<b>Actifs immobilisés</b>		
<b>Immobilisations financières</b>		
Dépôt membres OKS	130'378.59	
<b>Total des actifs immobilisés</b>	<b>130'378.59</b>	<b>13.5</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>964'209.38</b>	<b>100.0</b>

<b>Passifs</b>		
<b>Fonds étrangers</b>		
<b>Dettes à court termes</b>		
Livraisons / prestations	22'469.55	
<b>Autres dettes à court terme</b>		
UVS Berne, compte courant	67'710.47	
Alliance climatique des villes suisses, compte courant	65'091.88	
Passifs transitoires	9'714.85	
<b>Total dettes à court terme</b>	<b>164'986.75</b>	
<b>Fonds empruntés à long terme</b>		
Dettes déposants OKS	130'378.59	
<b>Provisions</b>		
Management des Infrastructures	63'176.00	
Publications	25'400.90	
Cours de gestion	10'000.00	
Projets	120'000.00	
Administration générale	50'000.00	
<b>Total fonds empruntés à long terme</b>	<b>398'955.49</b>	
<b>Total fonds étrangers</b>	<b>563'942.24</b>	<b>58.5</b>
<b>Fonds propres</b>		
Fortune au 1 <sup>er</sup> janvier	374'585.33	
Bénéfice net (+)	25'681.81	
<b>Total fonds propres</b>	<b>400'267.14</b>	<b>41.5</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>964'209.38</b>	<b>100.0</b>

**Schweizerischer Verband  
Kommunale Infrastruktur**  
Monbijoustrasse 8  
3001 Bern

BLASER TREUHAND AG  
SCHWARZENBURGSTR. 265  
CH-3098 KÖNIZ BERN

Telefon 031 372 11 11  
Telefax 031 371 45 18  
btb@treuhandbern.ch  
www.treuhandbern.ch

Köniz, 02. März 2020

## **Bericht der Revisionsstelle zur Eingeschränkten Revision**

An die Mitgliederversammlung des Schweizerischen Verbandes Kommunale Infrastruktur, Bern.

Als Revisionsstelle haben wir die Jahresrechnung (Bilanz und Erfolgsrechnung) des Schweizerischen Verbandes Kommunale Infrastruktur, für das am 31. Dezember 2019 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, die Jahresrechnung zu prüfen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Zulassung und Unabhängigkeit erfüllen.

Unsere Revision erfolgte nach dem Schweizer Standard zur Eingeschränkten Revision. Danach ist diese Revision so zu planen und durchzuführen, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Eine Eingeschränkte Revision umfasst hauptsächlich Befragungen und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der beim geprüften Unternehmen vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderer Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung nicht Gesetz und Statuten entspricht.

**Blaser Treuhand AG**



**Urs Blaser**  
Dipl. Experte in  
Rechnungslegung  
und Controlling  
Leitender Revisor  
Zugel. Revisionsexperte



**Roger Nietlisbach**  
Dipl. Wirtschaftsprüfer  
Zugel. Revisionsexperte

Beilage Jahresrechnung

KOMPETENZ IM ZENTRUM

Mitglied des Schweizerischen  
Treuhanderverbandes  
TREUHAND | SUISSE



### **Source des illustrations**

123rf.de

Couverture grande photo

Pages 5 en haut à gauche, 6, 10, 12 & 13

Nina Aemisegger

Page 8

Stephan Flury (Gemeinde Sarnen)

Page 11 en bas

Daniel Lehmann (ASIC)

Page 14

màd

Pages 7 en bas, 11 au milieu

pixelio.de M. Vogler

Page 5

Rolf Siegenthaler, [www.ansicht.net](http://www.ansicht.net)

Page 7 en haut à gauche, portraits page 16

SVKI

Pages 9, 11 ci-dessous, 14

typo.s Eveline Schmid

Petite photo de couverture en haut à gauche

Sophie Vaucher (ASIC)

Page 9

### **Layout**

typo.s Eveline Schmid



**Association suisse  
Infrastructures communales | ASIC**

[infrastructures-communales.ch](http://infrastructures-communales.ch), [info@infrastructures-communales.ch](mailto:info@infrastructures-communales.ch)

ASIC  
Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 356 32 42